

Nom de famille :
(Suivi, s'il y a lieu, du nom d'usage)



Prénom(s) :

Numéro
Inscription :

(Le numéro est celui qui figure sur la convocation ou la feuille d'...

(Remplir cette partie à l'aide de la notice)

Concours / Examen : Gardien de la paix.....

Recrutement : Externe Ile-de-France.....

Epreuve : Résolution de cas pratiques

Spécialité : Session : 22 septembre 2020..

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de sujets ou de feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.

Cas pratique n°1 =

Face à la situation décrite, je refuse poliment le don d'argent liquide de Monsieur DUBIEN.

En effet, conformément au code de déontologie de la Police Nationale et de la gendarmerie, je dois exercer mes fonctions avec probité tel qu'il l'est décrit par l'article R434-9. Je ne peux donc pas tirer un avantage personnel de par ma qualité, ni de mes missions. Je dois, en outre, ne pas accepter d'avantage ni aucun présent (don d'argent liquide) directement ou indirectement lié à mes fonctions.

De plus, si j'acceptais ce présent, je ne ferais pas preuve de discernement et ne respecterais pas l'article R434-10 du code de déontologie de la Police Nationale et de la Gendarmerie Nationale. Je pourrais également porter atteinte au crédit et au renom de la Police Nationale (Article R434-12 CD), ce qui ne serait pas acceptable.

J'argumenterai donc mon refus, auprès de M. DUBIEN, en lui précisant que cela fait partie de nos missions et de notre rôle dans l'aide aux victimes d'infractions pénales.

Solutions qui peuvent être mises en œuvre pour remédier au sentiment d'insécurité de M. DUBIEN =

- Sensibilisation à la prévention quotidienne des cambriolages : moyens techniques (alarme, lunettes, éclairage programmé, grilles, serrures fiables, entrebâilleur, ...), inventaires des objets de valeur (photos, mode série, ...) pour faciliter les recherches et l'indemnisation, changements de serrures, vigilance sur les visiteurs entrant dans le domicile, règles de prudence générales, ...
- Inviter M. DUBIEN à signaler ses absences (ex: vacances) à son entourage, gardien. Et l'inviter à faire suivre son courrier
- L'informer du dispositif "OTV" = Opération Tranquillité Vacances

.1..1.7..

NE RIEN ÉCRIRE DANS CE CADRE

visant à nous informer de son absence afin de surveiller son domicile de manière quotidienne par des patrouilles régulières.

- Mettre en place des patrouilles dans le quartier de R^e DUBIEN afin de ramener par notre présence proactive.

La sensibilisation de la population aux questions de sécurité vient s'inscrire dans la PSQ (Police de Sécurité du Quotidien).

Cas pratique n° 2 :

Face Dans ce cas, nous sommes face à une dégradation de biens privés (Article 322-1 du code pénal). L'infraction est établie car les éléments constitutifs sont réunis :

- L'élément légal = la dégradation est prévue et réprimée par la loi, à l'article 322-1 du CP. Elle est punie de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende (le dommage n'est pas léger, car les pneus sont hors d'usage et nécessiteront leur remplacement).

- L'élément matériel = il y a dégradation de plusieurs véhicules, l'auteur est pris sur le fait pour un véhicule et fait peser la suspicion d'avoir crevé les pneus des autres véhicules appartenant à autrui. Le dommage est quant à lui important.

- L'élément moral = l'auteur a agi sciemment, et l'exécution de l'infraction est matérialisée.

Étant face à un délit puni d'une peine d'emprisonnement, une intervention est donc justifiée dans le cas présent.

Déroulé de l'intervention :

Après avoir pris la fuite dans une rue non éclairée, nous avisons le CIC (centre d'information et de commandement) des faits, de la description de l'auteur, du lieu et de la direction de fuite (en précisant l'élément à risque : rue non éclairée).

Nous partons, ensuite, à sa recherche afin de l'appréhender.

2.1.3.

Nous parvenons à rattraper l'individu, nous procédons donc à son interpellation car nous sommes en situation de flagrance (Articles 53 et suivant du code de procédure pénale). Nous prenons toutes les mesures nécessaires afin de travailler en sécurité car l'auteur était détenteur d'un couteau au moment des faits.

Nous procédons au menottage de l'individu car celui-ci est considéré comme dangereux (usage d'une arme blanche) pour nous, autrui ou lui-même et qu'il est susceptible de prendre la fuite à nouveau. Le cadre légal est l'article 803 du code de procédure pénale.

Une fois menotté, nous procédons à une palpation de sécurité afin de nous assurer qu'il n'est porteur d'aucun objet dangereux.

La situation étant figée, avisons immédiatement le CIC et l'officier de police judiciaire. Nous demandons l'appui, auprès du CIC, d'une patrouille en véhicule de police afin de prendre en charge l'auteur interpellé. En effet, sommes en patrouille pédestre.

Dans l'attente de nos collègues, nous avons la garde de l'individu et il est donc placé sous notre protection (Article R434-17 du code de la sécurité intérieure).

Une fois l'auteur pris en charge, avisons le CIC et rentrons au service pour procéder à la présentation de l'individu à l'OPS. Nous rédigerons ensuite notre saisine, premier acte de la procédure judiciaire. Nous relatons les faits, dans le détail, sur notre mémo courant.

Il est à noter que les propriétaires victimes déposeront plainte, la police technique et scientifique pourrait intervenir dans la recherche de traces et indices.

Il est possible d'identifier les propriétaires grâce aux immatriculations, et il serait utile de patrouiller autour du secteur des faits afin de voir si d'autres véhicules ont été dégradés, et de trouver des témoins et propriétaires.

Ces pratique numéro 3 =

Face à cette situation, je ne laisse pas entrer M^r DURAND.

J'ai reçu l'ordre clair de ne laisser entrer personne. Cet ordre m'a été donné par le Major de Police LEROUGE, il est mon supérieur hiérarchique.

Je respecte donc l'ordre donné par mon supérieur hiérarchique

3.1.7.

conformément au code de déontologie de la Police Nationale et de la Gendarmerie Nationale, à savoir :

- Article R434-4 = "L'autorité investie du pouvoir hiérarchique prend des décisions, donne des ordres et les fait appliquer" (Major de Police LEROUGE)
- Article R434-5 = "Le policier ou le gendarme exécute loyalement et fidèlement les instructions et obéit ~~aux~~ de même aux ordres ~~qu'il~~ reçoit de l'autorité investie du pouvoir hiérarchique, sauf dans le cas où l'ordre donné est manifestement illégal et de nature à compromettre gravement un intérêt public...". Dans cette situation l'ordre n'est pas de nature à compromettre gravement un intérêt public, ni manifestement illégal.

Réaction face au bras d'honneur de M^r DURAND =

Je suis gardien de la paix, en service. Je suis une personne dépositaire de l'autorité publique et je suis donc face à un délit d'outrage. En effet, conformément à l'article 433-5 du code pénal, les gestes que m'adresse M^r DURAND constituent un outrage.

Comme je suis une personne dépositaire de l'autorité publique, ce délit est puni d'un an d'emprisonnement et de 15000€ d'amende.

Je suis donc face à une situation de flagrance et je pourrais donc interpellé l'individu conformément aux articles 53 et suivants du code de procédure pénale.

Cependant, pour préserver l'intérêt de la mission qui est à mon sens supérieur au délit d'outrage, je ne procéderai pas à l'interpellation de M^r DURAND. En prenant cette décision, je ferai preuve de discernement (Article R. 434-10 du code de déontologie de la P.N. et G.N.) car je dispose de l'identité de M^r DURAND. Je n'ai donc en mesure de déposer plainte ou de signer les faits par procès verbal qui pourraient donner suite à une enquête de police sur infraction flagrante, ce traitement différé de l'infraction permettra de tenir cette mission prioritaire.

J'éviterai dès que possible le major de Police LEROUGE des faits survenus. Je consignerais les faits, en détail, dans ma main courante.

Cas pratique n° 4 =

Je dois faire face à une situation humaine très délicate qui est celle d'une personne en grande détresse.

À notre arrivée sur place, je demande à l'un de mes collègues

4.1.X.

Nom de famille :

(Suivi, s'il y a lieu, du nom d'usage)



Prénom(s) :

Numéro
Inscription :

(Le numéro est celui qui figure sur la convocation ou la feuille d'â)

(Remplir cette partie à l'aide de la notice)

Concours / Examen : Gardeien de la Paix.....Recrutement : Externe Ile-de-France.....Epreuve : Résolution de cas pratiques

Spécialité :

Session : 22 septembre 2020...

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de sujets ou de feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.

de discrètement aviser le CIC de notre arrivée et de lui décrire la situation de manière détaillée. Je lui demande de suggérer l'intervention des pompiers auprès du CIC, ceux-ci étant équipés de divers matériels adaptés pour ce genre de situation. L'intervention d'un professionnel de santé pourrait s'avérer très pertinente. Dans le même temps, nous sollicitons via le CIC, la fermeture de l'axe routier passant sous le pont de la violette afin de faciliter l'intervention des pompiers et de prévenir un accident grave de la route en cas de chute de la jeune femme.

Dans le même temps, je tente de créer du lien avec la jeune femme tout en restant à distance. J'essai de lui faire entendre raison.

Si la configuration des lieux le permet, nous risquons de provoquer la chute de la jeune femme, en faisant preuve de grande prudence et de discernement, nous tenterions de saisir la jeune femme en se coordonnant.

La coercition, dans ce cas, est à mettre en œuvre avec la force strictement nécessaire dans le cadre de l'état de nécessité, d'une d'exonération pénale (Article 122-7 du code pénal) visant à préserver un intérêt supérieur (vie humaine de la jeune femme) au détriment d'un intérêt inférieur (privation de liberté) en respectant strictement la proportionnalité requise.

Si la situation ne permet pas d'intervenir de la sorte, maintenir le contact avec la jeune femme est indispensable en attendant les secours médicalisés.

De manière globale, nous aviserons le CIC en détail et en temps réel car il est l'interlocuteur dont la priorité est la gestion de l'urgence opérationnelle.

NE RIEN ECRIRE DANS CE CADRE

Cette intervention pourrait emprunter plusieurs directions différentes, il faut agir avec discernement en ayant conscience de notre rôle prioritaire d'assistance aux personnes (Article R.434-19 du code de déontologie de la PN et G.N) et du fait que nous nous trouvons au service de la population ainsi que de leur protection (Article R.434-2 du même code).

A l'issue de notre intervention, nous relaterons en détail les faits, lieux, personnes présents, actions mises en place dans notre main courante.

Cas pratique n°5 =

Dans cette situation, je refuse de prendre part aux agissements de mon collègue LENAUME. J'enjoins l'adjoint de sécurité LEVERT à faire de même, puis je sollicite mon collègue LENAUME pour échanger un instant sur le sujet, à l'écart, et discrètement.

Je fais donc part à mon collègue LENAUME des règles déontologiques ~~qu'il ne se~~ qu'il s'apprête à transgresser et je lui explique mon désaccord avec cela.

Car, en effet, accepter cette situation et prendre part aux prises de vues seraient contraires aux règles du code de déontologie de la PN et G.N suivantes =

- Article R.434-9 relatif à la probité. Dans ce cas là, mon collègue LENAUME se sert de sa qualité pour obtenir des prises de vues avec des personnes publiques, il y trouve donc un avantage personnel
- Article R.434-10 relatif au discernement. Le risque de nuire au crédit de la Police Nationale, ainsi qu'à son renom démentie largement le manque de discernement de mon collègue LENAUME
- Article R.434-12 relatif au renom et au crédit de la Police Nationale et de la Gendarmerie Nationale. Estant en tenue, en service et en possession d'un véhicule rétrogradé "POLICE", ce comportement est nuisible, inacceptable et se départi de la dignité qui doit demeurer intacte.

6.1.7.

- Article R 434-29 relatif au devoir de réserve. Dans cette situation, l'obligation de neutralité est bafouée. En effet, en tenue et en service, nous agissons pour le compte de la Police Nationale. De ce fait, nos actes, paroles et comportements sont attribués à la Police Nationale, c'est pour cela que la neutralité est nécessaire et de rigueur. Cette neutralité est un fondement de la loyauté dont nous devons faire preuve.

Pour finir, je sensibilise mon collègue LENAUME à la note de service rappelant nos obligations de discrétion et au respect du secret professionnel lorsque l'on utilise les réseaux sociaux (lien qui converge beaucoup de fichiers photographiques).

Les réseaux sociaux sont-ils un danger pour les policiers ?

Les réseaux sociaux ont pris peu à peu beaucoup de place dans la vie des français. Surtout dans les nouvelles générations et donc également chez des policiers.

Je pense que, globalement, les réseaux sociaux présentent un danger pour les policiers car ils peuvent être reconnus, ainsi que leurs lieux de vie tels que leur domicile. Les conséquences peuvent donc être dramatiques, surtout avec les actions terroristes que l'on a pu connaître à l'égard de policiers.

Cependant, les risques peuvent être limités en faisant preuve de prudence et de discernement. Cela passe par l'anonymat, ne pas s'identifier comme "fonctionnaire de police" par des photos, des phrases ou tout autre moyen. D'utilisation en tant que simple citoyen est à privilégier.

Car, en outre, les risques réunitaires pour le policier et ses proches, il a un devoir de réserve, de probité, de discrétion à l'égard de la Police Nationale. En cas de manquement, le policier risque des sanctions disciplinaires voire pénales (Article R 434-27).

En conclusion, l'usage des réseaux sociaux est risqué mais pas impossible à condition de respecter des règles de prudence et des règles déontologiques auxquelles il ne faut pas déroger.